

Elections de 2010 au Burundi : l'ONU affiche un "optimisme prudent"

UN News Centre, 10 mai 2010/05/2010 Conseil de sécurité CS/9921   Département de l'information à Service de informations et des accreditations à New York Conseil de sécurité 6309e séance à matin
 CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE REPRÉSENTANT EXCUTIF DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU BURUNDI AFFICHE
    OPTIMISME PRUDENT   AVANT LE DÉBUT DU MARATHON ÉLECTORAL

Le représentant du Burundi assure que les élections communales, présidentielles,  gislatives, sénatoriales et à collinaires   seront un succès

Le Représentant excutif du Secrétaire gn ral et Chef du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) Charles Petrie, a affiché, ce matin devant le Conseil de sécurité, son    optimisme prudent à 11 jours avant le début du marathon électoral qui se déroulera jusqu'au mois de septembre prochain, et a invité la communauté internationale à pas relâcher son engagement à afin que les gains réalisés soient irréversibles à.

Le Burundi, a déclaré M. Petrie, s'apprête à donner    un exemple extraordinaire de maturité politique à.      était jusqu'à une date récente en proie à la violence interne est, nous l'espérons, sur le point de prouver comme gouvernement démocratiquement élu peut remplacer un autre à, a-t-il affirmé. La préparation de ces élections autorisées    optimisme prudent à, a déclaré M. Petrie. L' t un des défis du calendrier, a-t-il relevé, est la période très s pendant laquelle doivent se dérouler les élections, ainsi que la à gestion de tensions à qui pourraient survenir le jour des scrutins, à l'annonce des résultats ou pendant le règlement de contentieux électoraux ultérieurs.

Une équipe spéciale a été mise en place pour suivre de près la situation et répondre à tout besoin, en termes logistiques ou autres, de la Commission électorale nationale indépendante, a-t-il expliqué. De même, cette dernière a dispensé des formations aux partis politiques afin de les sensibiliser à la gestion pacifique des résultats électoraux. Enfin, le BINUB travaille en étroite collaboration avec ses partenaires pour appuyer un processus visant à assurer une à gestion ordonnée, prudente et non partisane des différends à.

Ces élections    représenteront le point culminant de presque deux décennies de travail acharné pour la cause de la paix à réalisée par le peuple burundais, ses responsables politiques, les dirigeants de la région et du continent africain, ainsi que les amis et partenaires du Burundi au niveau international, a fait observer M. Petrie.

Elles sont    importantes non seulement pour le pays, mais aussi pour l'ensemble de la sous-région à.      Des réussies et pacifiques au Burundi permettraient d'élever la barre et d'établir de véritables normes pour des progrès remarquables dans le reste de la région à, a-t-il expliqué.

Après les élections, le Burundi continuera d'être confronté à des défis socioéconomique, politique et sécuritaire nécessiteront, a-t-il dit, que la communauté internationale demeure engagée à afin que les gains réalisés soient irréversibles à et que le pays se maintienne    sur la voie du redressement économique et du développement durable à. Il a ainsi indiqué que le Gouvernement burundais avait d j   commencé à discuter, dans ses grandes lignes de la question de la forme d'engagement que les Nations Unies devront envisager après l'installation du nouveau gouvernement.

De son côté, Mme Heidi Grau, représentante de la Suisse, qui s'exprimait au nom du Président de la formation Burundaise de la Commission de consolidation de la paix (CCP), M. Peter Maurer, a jugé que la réussite des élections était essentielle    la fois pour solidifier les fondations politiques du Burundi et avancer sur la voie de la consolidation de la paix, mais aussi pour envoyer un message d'espoir aux autres pays d'une région qui demeure troubl e à. Elle a assuré qu'au cours des trois dernières visites de la Commission de la consolidation de la paix sur place, des progrès réels avaient pu être constatés dans la préparation des différents scrutins. Elle a cependant noté que la Commission restait préoccupée par les difficultés rencontrées par les parties pour créer un environnement propice à la conduite d'élections pacifiques, libres et équitables.  

Mme Grau a notamment insisté sur les problèmes d'identification auxquels se heurtent les citoyens burundais désireux de voter ou encore les agissements des jeunes groupes politiques,    qui s ment la peur et intimident des individus de diverses sensibilités à. Elle a indiqué que la présidence de la Formation Burundi de la CCP avait re su l'assurance ministères burundais concernés que ces problèmes seraient bientôt réglés.  

Concernant le financement des élections, la représentante a fait savoir que la Commission de consolidation de la paix et le Gouvernement du Burundi avaient réussi à mobiliser pratiquement toutes les ressources prévues à cette fin. Elle a toutefois appelé les donateurs potentiels à fournir un effort pour combler les derniers déficits. Mme Grau a par ailleurs considéré qu'après les élections, les investisseurs privés et les institutions financières internationales devraient continuer d' aider le Burundi   rint grer des centaines de milliers de personnes déplacées et de combattants démobilisés   développer son agriculture et, de manière gn rale, à lutter contre la pauvreté dont souffrent encore des millions de Burundais.

Le représentant du Burundi a estimé, quant à lui, que les élections de 2010 se dérouleraient    la satisfaction des Burundais et de la communauté internationale à. Plusieurs    signes avant-coureurs à et les étapes significatives franchies    présagent d' j un bon déroulement de ces élections à, a-t-il dit, citant notamment    la mise en place de la Commission nationale indépendante, la promulgation du Code électoral et la finalisation d' t un calendrier électoral de consensus à.

Le représentant burundais s' st également félicité de la   réussite incontestée à du recensement électoral    climat politico-militaire calme et apaisé  .      Le plan de sécurisation des élections a été bien élaboré et l'excution se fait avec professionnalisme afin d'éviter toute bavure susceptible de compromettre le bon déroulement des scrutins à, a-t-il précisé. La présence de nombreux observateurs régionaux et internationaux constitue de même un à gage à pour la tenue d'élections    libres et indépendantes à, tandis que la liberté de la presse au Burundi est une à grande  clousure à.

Le Représentant a mis l'accent sur le déficit budgétaire du cycle électoral, dont le montant est de 1,8 million de dollars lançant un appel aux partenaires du pays pour qu'ils apportent un « supplément de financement ».

Ces différents scrutins constituent « le plus long marathon électoral de l'histoire récente du Burundi », a-t-il souligné. Entre-temps, a-t-il ajouté, le « moteur économique et social doit continuer à tourner » et bénéficier de « l'attention permanente de la communauté internationale », a-t-il affirmé.

En outre, la stratégie nationale de réintégration économique et sociale des personnes affectées par le conflit et les priorités identifiées lors de la première Conférence du Groupe consultatif pour le Burundi « devraient bénéficier de l'attention permanente de la communauté internationale », a-t-il affirmé.

En début de séance, les membres du Conseil de sécurité ont observé une minute de silence à la mémoire du Président du Nigéria, Alhaji Umaru Musa Yar'Adua, décédé le 5 mai dernier.

* À l'intention des organes d'information Document non officiel 10/05/2010 Conseil de sécurité Département de l'information Service des informations et des accréditations New York DCLARATION FAITE PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LE BURUNDI

On trouvera ci-après le texte de la déclaration sur le Burundi, faite à la presse, aujourd'hui, par le Président du Conseil de sécurité pour le mois de mai, M. Nawaf Salam (Liban):

Les membres du Conseil de sécurité saluent les progrès qui continuent d'être accomplis dans la consolidation de la paix au Burundi.

Les membres du Conseil rendent hommage à la Commission électorale nationale indépendante, aux autorités burundaises, à tous les partis politiques et à la société civile, pour l'action positive et constructive qu'ils mènent afin d'assurer cette année le bon déroulement du processus électoral au Burundi. Ils encouragent la communauté internationale à continuer d'apporter en temps voulu un concours approprié à cette entreprise.

Les membres du Conseil demandent au Gouvernement burundais et à tous les acteurs politiques de rester vigilants afin de prévenir, avec l'appui de la communauté internationale, tout risque de violence, surtout entre groupes de jeunes, avant, pendant et après les élections, afin de créer un climat pacifique et propice à la tenue d'élections libres, régulières, transparentes et crédibles, et d'assurer la paix au lendemain des élections.

Les membres du Conseil se félicitent que M. Charles Petrie ait été nommé nouveau Représentant exécutif du Secrétaire général au Burundi et réaffirment qu'ils appuient les activités menées par le Bureau intégralement des Nations Unies (BINUB), en application du mandat qui lui a été confié par la résolution 1902 (2009).

Les membres du Conseil réaffirment qu'ils appuient la Commission de consolidation de la paix, qu'ils engagent à continuer d'aider le Gouvernement burundais à poser les fondations du développement à long terme du pays et de mobiliser le soutien nécessaire pour consolider la paix et la sécurité.

* À l'intention des organes d'information Document non officiel Les élections burundaises vont se dérouler dans un climat serein, estime l'ONU Le Représentant exécutif du Secrétaire général et Chef du Bureau intégralement des Nations Unies au Burundi (BINUB), Charles Petrie, a fait part lundi devant le Conseil de sécurité de son « optimisme prudent » 11 jours avant le début d'un cycle d'élections comprenant des scrutins présidentiel, législatif, sénatorial, communal et local qui se dérouleront jusqu'au mois de septembre prochain. Selon M. Petrie, le Burundi, s'apprête à donner « un exemple extraordinaire de maturité politique ».

« Un pays qui a attendu jusqu'à une date récente en proie à la violence interne est, nous l'espérons, sur le point de prouver comment un gouvernement démocratiquement élu peut remplacer un autre », a-t-il ajouté en invitant la communauté internationale à ne pas relâcher son engagement « afin que les gains réalisés soient irréversibles ». Le cycle électoral débutera avec les élections communales le 21 mai prochain. Celle-ci seront suivies par les élections présidentielles, législatives, sénatoriales et locales, appelées aussi « collinaires » auront lieu respectivement le 28 juin, le 23 juillet, le 28 juillet et le 7 septembre. L'un des défis du calendrier, a-t-il relevé, est la période de sursis pendant laquelle doivent se dérouler les élections, ainsi que la « gestion de tensions » qui pourraient survenir le jour des scrutins, à l'annonce des résultats ou pendant le règlement de contentieux électoraux ultérieurs.

Une équipe spéciale a été mise en place pour suivre de près la situation et répondre à toutes les demandes de soutien formulées par la Commission électorale nationale indépendante, a-t-il expliqué. De même, cette dernière a dispensé des formations aux partis politiques afin de les sensibiliser à la gestion pacifique des résultats électoraux. Ces élections « représenteront le point culminant de presque deux décennies de travail acharné pour la cause de la paix réalisée par le peuple burundais, ses responsables politiques, les dirigeants de la région et du continent africain, ainsi que les amis et partenaires du Burundi au niveau international, a indiqué M. Petrie. Elles sont « importantes non seulement pour le pays, mais aussi pour l'ensemble de la sous-région ».

« Des élections réussies et pacifiques au Burundi permettraient d'élever la barre et d'établir de véritables normes pour des progrès remarquables dans le reste de la région », a-t-il expliqué. A l'issue de l'exposé de M. Petrie, les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur soutien au processus de consolidation de la paix et ont appelé le gouvernement burundais à « rester vigilant afin de prévenir tous risques de violence spécialement entre groupes de jeunes, avant, pendant et après les élections dans le but de garantir un environnement favorable et pacifique à l'organisation d'élections libres, justes, transparentes et crédibles ».

Après les élections, le Burundi continuera d'être confronté à des défis socio-économiques, politiques et sécuritaires, indique M. Petrie. Il a précisé que le gouvernement burundais avait déjà commencé à discuter des modalités de d'engagement que les Nations Unies devront envisager après la nomination du nouveau gouvernement. Point de

Presse du Porte-parole du Secrétaire général au Burundi et Chef du Bureau intégralement des Nations Unies au Burundi (BINUB), Charles Petrie, qui faisait un exposé devant le Conseil de sécurité, a souligné que le Burundi et l'ensemble de la sous-région vivaient un moment historique, à la veille de la transition qui s'opère, le pouvoir revenant à un gouvernement démocratiquement élu qui succède à un autre. M. Petrie a indiqué que le Bureau intégralement des Nations Unies dans ce pays apporterait son aide aux Burundais à l'occasion des prochaines élections présidentielle et locales, mais aussi pour relever

les défis socio-économiques, politiques et sécuritaires, indique M. Petrie. Il a précisé que le gouvernement burundais avait déjà commencé à discuter des modalités de d'engagement que les Nations Unies devront envisager après la nomination du nouveau gouvernement. Point de

Presse du Porte-parole du Secrétaire général au Burundi et Chef du Bureau intégralement des Nations Unies au Burundi (BINUB), Charles Petrie, qui faisait un exposé devant le Conseil de sécurité, a souligné que le Burundi et l'ensemble de la sous-région vivaient un moment historique, à la veille de la transition qui s'opère, le pouvoir revenant à un gouvernement démocratiquement élu qui succède à un autre. M. Petrie a indiqué que le Bureau intégralement des Nations Unies dans ce pays apporterait son aide aux Burundais à l'occasion des prochaines élections présidentielle et locales, mais aussi pour relever

les défis socio-économiques, politiques et sécuritaires, indique M. Petrie. Il a précisé que le gouvernement burundais avait déjà commencé à discuter des modalités de d'engagement que les Nations Unies devront envisager après la nomination du nouveau gouvernement. Point de

Presse du Porte-parole du Secrétaire général au Burundi et Chef du Bureau intégralement des Nations Unies au Burundi (BINUB), Charles Petrie, qui faisait un exposé devant le Conseil de sécurité, a souligné que le Burundi et l'ensemble de la sous-région vivaient un moment historique, à la veille de la transition qui s'opère, le pouvoir revenant à un gouvernement démocratiquement élu qui succède à un autre. M. Petrie a indiqué que le Bureau intégralement des Nations Unies dans ce pays apporterait son aide aux Burundais à l'occasion des prochaines élections présidentielle et locales, mais aussi pour relever

les défis socio-économiques, politiques et sécuritaires, indique M. Petrie. Il a précisé que le gouvernement burundais avait déjà commencé à discuter des modalités de d'engagement que les Nations Unies devront envisager après la nomination du nouveau gouvernement. Point de

Presse du Porte-parole du Secrétaire général au Burundi et Chef du Bureau intégralement des Nations Unies au Burundi (BINUB), Charles Petrie, qui faisait un exposé devant le Conseil de sécurité, a souligné que le Burundi et l'ensemble de la sous-région vivaient un moment historique, à la veille de la transition qui s'opère, le pouvoir revenant à un gouvernement démocratiquement élu qui succède à un autre. M. Petrie a indiqué que le Bureau intégralement des Nations Unies dans ce pays apporterait son aide aux Burundais à l'occasion des prochaines élections présidentielle et locales, mais aussi pour relever

les défis socioéconomique, politique et sécuritaire auxquels le pays devra faire face après les élections. Après cette séance publique, M. Petrie et les membres du Conseil de Sécurité ont poursuivi à huis clos des consultations sur le Burundi.